

... COMMENT SORTIR DE LA PATHOLOGIE IDENTITAIRE QUE NOUS CONNAISSONS AUJOURD'HUI ?

# Cela passe par la reconnaissance de la question coloniale en Algérie

PAR RÉDA BENKIRANE, SOCIOLOGUE, CHERCHEUR ASSOCIÉ AU CENTRE JACQUES-BERQUE À RABAT (\*).

Lettre au président français.

Monsieur le président, les cinq prochaines années de votre mandat seront l'occasion de traiter une pathologie qui n'en finit pas de miner les principes universels de la société française, de freiner son dynamisme interne et de contrarier son rayonnement international. Plus que la crise économique, une crise identitaire affecte le devenir d'une société qui, depuis près d'un demi-siècle, n'est plus de substrat rural, ni à vocation coloniale. Ce sont désormais des antagonismes exclusifs de type dedans-dehors qui structurent les rapports entre ville et banlieue, entre centre et périphérie, entre soi et non-soi.

Le constat clinique de cette psychopathologie identitaire est vite établi. Rappelons tout d'abord que l'identité a même été érigée en ministère. Depuis trop d'années, la politique, l'intelligentsia et les grands médias français manifestent ce trouble obsessionnel consistant à essentialiser l'origine et la religion de certains des citoyens de la République. Au niveau de la citoyenneté ordinaire, beaucoup ne comprennent pas pourquoi leurs rues sont animées de concitoyens dont la couleur de la peau, la texture et la coiffe des cheveux, le vêtement, l'accent, l'odeur, le bruit dérangeant et dérogent à leur vision idéalisée de la francité. La crainte incessante d'une immigration galopante et débordante, la hantise de la religion islamique et de sa visibilité, le rejet panique face à toute demande de reconnaissance des maux causés par le colonialisme et l'esclavage, tout cela fonde une véritable pathologie identitaire.

Comment donc dépasser des rapports inconciliables entre un « nous » mythifié et des « autres » différenciés pas plus loin que l'autre versant du boulevard périphérique ? Où précisément opérer la suture mentale des diverses facettes de la francité contemporaine ? Comment

faire admettre la normalité, les potentialités d'un « nous autres, Français » ?

Entreprendre un processus de guérison du dysfonctionnement identitaire passe d'abord par un geste de reconnaissance de la question coloniale pour ses aspects refoulés, relatifs en premier lieu à l'histoire de l'Algérie française. Un déni d'histoire persiste et insiste dans la culture française contemporaine. Pour conjurer le mal-être français face à l'étrangéité d'une partie de sa propre population, le temps est venu de faire remonter en surface un certain nombre d'impensés sur le passé antérieur. Nous évoquons un temps où, pour paraphraser Péguy, la surface de la Terre où la langue française était parlée se mesurait aux canons et aux mitraillettes.

À l'occasion du cinquantième de l'indépendance de l'Algérie, le 5 juillet 1962, il est en votre pouvoir, Monsieur le président, d'adresser au peuple algérien un message de fraternité pour les malheurs qu'il a endurés, tout en assumant la responsabilité historique de la France. Si la France est restée 132 ans en Algérie, c'est qu'il y eut identification complète : « *L'Algérie, c'est la France.* » Ce geste de reconnaissance et d'excuse, que la France devra tôt ou tard accomplir vis-à-vis d'un peuple colonisé comme rarement dans l'histoire, a été attendu des décennies durant. Mais il manquait des hommes et des femmes d'État pour porter cette parole de vérité au nom du peuple français et de ses idéaux universels. On ne peut pas rester indéfiniment otage d'un passé auquel on n'a pas participé et dont, pour l'essentiel, plus personne ou presque ne peut endosser le projet impérialiste : vous avez la légitimité, l'indépendance et, je crois aussi, le courage pour clamer cette parole de vérité.

Certes, l'administration coloniale de dizaines de peuples n'entraîna pas que ruines et désolation : une loi positive a d'ailleurs été

approuvée en ce sens au Parlement français. Et ceux qui d'ailleurs s'engagèrent, y compris les armes à la main, contre le colonialisme sont généralement de culture française et ont fait la différence entre la France et sa politique coloniale. Aujourd'hui, la surface de la Terre où on parle français pourrait représenter un pôle géoculturel qui se mesure en termes de chantiers éducatifs, de réseaux universitaires, d'outils de savoir et de faisceaux d'entre-connaissance.

Corse, un Kabyle, un Martiniquais, un Basque, un Sahélien, un Alsacien se retrouvent partager un devenir commun au sein de l'espace national.

Reconnaissez, Monsieur le président, au nom de toutes les victimes – civils algériens, pieds-noirs, harkis, soldats français – l'expropriation et la déportation, les massacres de Sétif et Guelma, l'usage du napalm et de la torture. Que votre présidence soit aussi l'occasion d'ouvrir vos universités et vos labo-

**« Il est en votre pouvoir, Monsieur le président, d'adresser au peuple algérien un message de fraternité pour les malheurs qu'il a endurés, tout en assumant la responsabilité historique de la France. »**

En tant que culture de la domination, le colonialisme fut un viol qui n'a laissé indemnes ni les colonisés ni les colonisateurs. Si l'Algérie indépendante a elle aussi opéré un refoulement de certains épisodes de sa guerre de libération, si elle a connu la dictature puis la guerre civile, cela montre qu'on ne sort pas facilement de plus d'un siècle de colonialisme et que, elle aussi, tôt ou tard, devra affronter ses propres démons du passé et du présent, et mettre des mots pour traiter sa propre crise identitaire.

Pour ce qui est de l'État français, tant qu'il n'aura pas clairement expliqué ce qui s'est passé durant des décennies et des siècles, condamné ce qui aujourd'hui relève de crimes de guerre et contre l'humanité, la discorde identitaire, le rejet et la discrimination trouveront un champ fertile dans le refoulement du passé. Ce que vous pouvez entreprendre par ce geste et l'expression de regrets, Monsieur le président, est une identification qui replace l'histoire du colonialisme, de ses manifestations et ses conséquences contemporaines dans une destinée commune. Cela permettrait d'expliquer justement pourquoi un

ratoires à tous ces jeunes qui, issus de cette histoire occultée, cherchent – dans le passé ou la religion – comment produire du savoir et du sens. Ce faisant, vous encouragerez et inséminerez l'esprit critique français pour repenser des questions aussi majeures que l'égalité et la diversité des individus, le pluralisme culturel, le rôle et le devenir du fait religieux dans une mondialisation qui produit à la fois standardisation et différenciation.

En vous adressant au peuple algérien au nom du peuple français, vous vous adresserez à tous les autres peuples ayant subi le colonialisme et, avant cela, la déportation et l'esclavage. Cette démarche solennelle, symbolique, est une manière de poser un regard lucide et calme sur le passé et de prendre soin de l'avenir. Pour en finir aussi avec le culte idolâtre de l'identité.

(\* ) Auteur de *Désarroi identitaire. Jeunesse, islamité et arabité contemporaines* (éditions du Cerf, 2004, 2012) et de *la Complexité, vertiges et promesses*. 18 histoires de sciences (éditions Le Pommier, 2006).

## HOMMAGE

# La prison plutôt que la honte et le déshonneur

Serge Magnien est décédé récemment. Appelé en Algérie, il refusa de combattre et fut emprisonné deux ans.

Responsable des étudiants communistes, Serge Magnien est appelé sous les drapeaux début 1958. Envoyé au camp de Bitche, en Alsace, il réussit à faire signer par 177 soldats une lettre adressée au président de la République réclamant un cessez-le-feu rapide en Algérie. Pour ne pas « avoir respecté la voie hiérarchique », il est condamné à 60 jours de prison, dont 26 de cellule. Puis il est envoyé en Algérie.

Après une première « opération de ratissage », Serge Magnien refuse de participer à la suivante. Il écrit alors au nouveau président de la République : « J'ai l'honneur de vous informer que, fidèle aux principes qui ont fait la

grandeur de ma patrie, cela ne m'est ni possible, ni acceptable (...) Je ne puis, sans honte pour mon pays et son armée, accepter que l'on nous fasse jouer un rôle que d'aucuns ont tenu naguère sous un autre uniforme. Les souvenirs que j'ai de l'occupation (...) sont trop tenaces pour que je puisse m'empêcher de faire aujourd'hui certains parallèles (...) Aucun discours ne cachera la vanité d'une guerre qui voit se lever 1000 Algériens pour 100 tués et ne compte à son actif comme « définitivement abattues » que ces mechtas et futails brûlés au napalm (...) Les Français doivent savoir qu'en leur nom c'est la guerre à tout un peuple que nous faisons ici. » Le 18 août 1958, dans l'atmosphère passionnelle

qui suit les événements du 13 mai, le tribunal militaire d'Alger condamne Serge Magnien à deux ans de prison ferme. Rien n'a filtré du tribunal. Les juges et le président Barbier ont ignoré les messages, les télégrammes, les pétitions qui affluent.

Le 3 mai 1959, à la mairie de Fresnes, voisine de la prison, Serge se marie avec Brigitte Dresch. Une parenthèse intense de deux heures dans la vie du condamné. André Courbez, journaliste à *l'Humanité*, raconte les hourras et les bravos à l'arrivée du prisonnier. Il y a foule dans la salle d'apparat de la mairie. « On rie un peu à la lecture des articles du Code civil, dont la banalité prenait à cette occasion des allures de provocation : le choix de la

résidence appartient au mari ; la femme est obligée d'habiter avec lui et il est tenu de la recevoir... » Jacques Duclos est le témoin du marié, l'historien Jean Bruhat, celui de la mariée. Sont présents Maurice Thorez, Jeannette Vermeersch, Léon Feix, Gaston Plissonnier... Gilberte Alleg et des parents de soldats emprisonnés. Des jeunes, des étudiants.

Quand, le 5 mai 1960, Serge Magnien sort de prison, sa jeune femme, Brigitte, ses parents, ses proches, Raymond Guyot, Georges Marchais, alors secrétaire de la Fédération Seine-Sud, Philippe Robrieux, des étudiants communistes, Jacques Laloé, Monique Mercieca, les étudiants des Beaux-Arts sont là.

DANY STIVE

Vendredi 6 juillet

dans **l'Humanité**

Numéro Spécial  
**JEAN VILAR**  
(1912 - 1971)

À l'occasion du centenaire de la naissance du créateur du Festival d'Avignon.

8 pages spéciales consacrées à la figure emblématique du théâtre populaire.